



144 boulevard de la Villette 75019 Paris
01 58 39 30 20/ 01 43 67 62 14
coordfp@solidaires.org
Paris, le 25 juin 2009

Fonctions publiques et Assimilés

Communiqué

Rémunérations dans la Fonction publique : En 2009, des miettes !

Les organisations syndicales de fonctionnaires ont été conviées ce matin, par le Ministre Eric Woerth, au rendez-vous salarial dit de printemps.

Loin d'être une véritable négociation, cette réunion n'a eu pour le Ministre qu'un seul but : celui de réitérer les aumônes accordées aux personnels de la Fonction publique pour 2009.

0,5% d'augmentation de la valeur du point d'indice en juillet, 0,3% en octobre soit 0,56% en moyenne ! Pour 2010, n'est prévu pour l'instant que 0,5% !

Et le ministre ose dire que les fonctionnaires ont enregistré une hausse de 3% de pouvoir d'achat et qu'il est généreux de la part du gouvernement de leur accorder plus que l'inflation.

Le Ministre déclarant même que les fonctionnaires étaient privilégiés par rapport aux salariés du privé.

Les personnels apprécieront !

Solidaires l'ayant fortement sollicité, le Ministre a bien voulu au moins consentir une vague promesse d'ouvrir un certain nombre de dossiers :

- Cartographie de l'indemnité de résidence
- Indemnisation des agents travaillant dans certaines zones dites sensibles en précisant que ce sujet serait lié à la mise en place de la Prime de « Fonctions » et de Résultats (PFR).
- Frais de transport (domicile/travail, frais engagés pour l'exercice des missions ou de la formation...)

Après une longue hésitation, le Ministre a également proposé de modifier le début de la grille indiciaire du C pour le mettre en conformité avec l'augmentation du SMIC prévue au 1^{er} juillet 2009.

Mais Eric Woerth a aussi réaffirmé que l'action sociale resterait cadrée par une enveloppe budgétaire constante ce qui revient à faire des coupes sombres dans les prestations comme la suppression de l'aide ménagère à domicile.

La politique salariale du gouvernement reste à l'image de sa politique générale pour la Fonction publique : comptable, budgétaire, idéologique et destructrice.

Rien pour les personnels de la Fonction publique, pas de coup de pouce au SMIC mais le maintien du bouclier fiscal pour les plus riches.

Le Président de la république a osé se déclarer l'héritier du Conseil national de la résistance. Il prouve avec sa politique salariale comme avec sa politique sociale qu'il est plutôt l'héritier de la pensée unique libérale des années 1980.